

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE RISQUE D'ÊTRE TORTURÉ EN OUBÉKISTAN

Sergueï Naoumov, journaliste indépendant, a été arrêté et placé en détention au secret en Ouzbékistan. Des défenseurs des droits humains et des confrères craignent que les autorités ne tentent de le réduire au silence, et pensent qu'il risque d'être soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements.

Sergueï Naoumov, journaliste d'investigation indépendant âgé de 50 ans, a été arrêté par des agents de la police locale à son domicile dans la ville d'Ourgentch, située dans la région du Khorezm dans le nord-ouest de l'Ouzbékistan, le 21 septembre. Il a pu passer un rapide appel avec son téléphone portable vers 19 heures heure locale depuis le poste de police local pour prévenir ses collègues de son arrestation, mais personne n'a plus eu de nouvelles de lui depuis. Des défenseurs des droits humains et des amis du journaliste n'ont pas réussi à savoir où il se trouve malgré les nombreuses questions qu'ils ont posées à des postes de police locaux et régionaux, à des centres de placement en garde à vue et de détention provisoire et aux services du procureur.

Sergueï Naoumov mène des investigations et écrit des articles pour des médias internationaux qui traitent de questions relatives aux droits humains et il a activement travaillé avec des défenseurs des droits humains en Ouzbékistan et à l'étranger. Ses collègues et ses amis craignent qu'il ne soit détenu par les autorités sur la base de fausses accusations afin qu'il ne puisse pas rendre compte des conditions de travail dans les champs de coton cette année, en cette période de récolte du coton dans la région de Khorezm. L'Ouzbékistan a été beaucoup critiquée par les défenseurs des droits humains à cause du recours au travail forcé (impliquant en particulier des enfants) au moment de la récolte du coton. Sergueï Naoumov a écrit par le passé des articles critiquant les conditions de travail dans les champs de coton et les autorités ont fait pression sur lui pour qu'il cesse d'en rendre compte. Les autorités ne veulent pas que de telles informations soient portées à l'attention de la communauté internationale.

Le recours à la détention au secret en Ouzbékistan a de nombreuses fois été signalé. La détention au secret, quelle qu'en soit la durée, expose fortement les personnes concernées au risque d'être soumises à des actes de torture et à d'autres mauvais traitements.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en ouzbek, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités ouzbèkes à révéler immédiatement où se trouve Sergueï Naoumov, et à le remettre en liberté dans les plus brefs délais à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction dûment prévue par la loi ;
- demandez-leur instamment de veiller à ce que, pendant sa détention, Sergueï Naoumov ait immédiatement accès à un avocat de son choix, et à ce que sa famille ou un tiers soient immédiatement informés du lieu où il se trouve ;
- rappelez-leur qu'elles sont tenues de respecter leurs obligations relatives aux personnes placées en détention aux termes du droit international relatif aux droits humains, notamment du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention contre la torture.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 NOVEMBRE 2013 À :

Ministre ouzbek de l'Intérieur

Bahodir Matlubov
Ministry of Internal Affairs
ul. Junus Rajabiy 1
Tashkent 100029, Ouzbékistan
Fax : + 998 71 233 89 34
Courriel : info@mvd.uz

**Formule d'appel : Dear Minister, /
Monsieur le Ministre**

Procureur général de l'Ouzbékistan

Rashidzhon Kodirov
Prosecutor General's Office of
Uzbekistan, ul. Gulyamova 66
Tashkent 700047, Ouzbékistan
Courriel : prokuratura@lawyer.uz
**Formule d'appel : Dear Prosecutor
General, / Monsieur le Procureur général,**

Copies à :

Médiatrice
Sayora Rashidova
Uzbekistan Avenue 16a
Tashkent 100027
Ouzbékistan
Fax : + 998 71 239 81 36
Courriel : info@ombudsman.uz

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Ouzbékistan dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



UN JOURNALISTE RISQUE D'ETRE TORTURE EN OUZBEKISTAN

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La situation des droits humains en Ouzbékistan s'est gravement détériorée depuis les événements à Andijan en mai 2005, lorsque les forces de sécurité ont tiré sur des milliers de manifestants, pour la plupart non armés et parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants, alors qu'ils défilaient dans le centre-ville pour protester contre le gouvernement et quand ils s'enfuyaient. L'espace accordé à la liberté d'expression et d'association a continué de se réduire en Ouzbékistan. Des défenseurs des droits humains, des détracteurs du gouvernement et des journalistes indépendants influents ont été contraints de quitter l'Ouzbékistan afin d'échapper aux arrestations et aux actes de harcèlement et d'intimidation de la part des forces de sécurité et des autorités locales, et beaucoup continuent de subir à l'étranger un harcèlement exercé par les autorités ouzbèkes. Au moins huit défenseurs des droits humains, parmi lesquels deux journalistes indépendants, continuent de purger de longues peines d'emprisonnement dans des conditions cruelles, inhumaines et dégradantes. Bien que l'Ouzbékistan ait plusieurs fois assuré que la pratique de la torture avait beaucoup diminué, Amnesty International continue de recevoir des informations indiquant que les détenus et les prisonniers sont couramment victimes de torture ou d'autres mauvais traitements. D'après ces informations, dans la plupart des cas, les autorités ne mènent pas d'enquête prompte, impartiale et efficace sur les allégations de torture et d'autres mauvais traitements. La pratique en Ouzbékistan de la torture et d'autres mauvais traitements à l'encontre de détenus en attente de jugement et de prisonniers a également été signalée par des organes des Nations unies, notamment par le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, qui a conclu en 2003 que la torture y était systématique, et par le Comité contre la torture, qui a souligné à l'issue de son examen périodique de ce pays en 2007 que la torture dans les lieux de détention y était monnaie courante et que ses auteurs restaient impunis. Il a été signalé que des personnes (y compris des enfants d'âge scolaire) enrôlées pour la récolte du coton étaient soumises au travail forcé et à des conditions de vie cruelles, inhumaines et dégradantes. Les autorités affirment que ces allégations sont fausses et répandues par des pays concurrents producteurs de coton qui veulent manipuler le marché mondial du coton. Les autorités ouzbèkes ont accepté que des observateurs indépendants de l'Organisation internationale du travail (OIT) mènent des inspections lors de la récolte du coton en 2013 à travers l'Ouzbékistan. Or, les inspecteurs de l'OIT seront accompagnés par des représentants du gouvernement et des défenseurs des droits humains ont signalé que les autorités ont fait passer à ceux qui participent à la récolte du coton des instructions quant à la façon de répondre aux observateurs de l'OIT.

Nom : Sergueï Naoumov

Genre : homme

AU 262/13, EUR 62/007/2013, 23 septembre 2008